

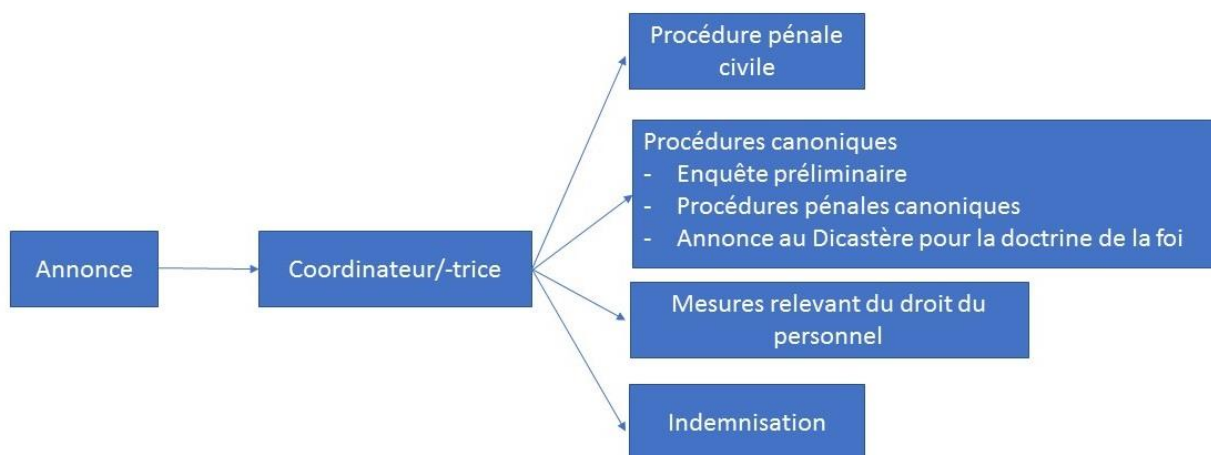


## FAQ pour le traitement et la prévention des abus sexuels dans le diocèse de Bâle

Ce document est destiné aux agentes pastorales et agents pastoraux. Il les aidera à répondre à des questions fréquemment posées sur la prévention et l'intervention en matière d'abus sexuels. Il se base sur le concept de protection « [Abus sexuels dans le contexte ecclésial : prévention et intervention](#) » du diocèse de Bâle et sera complété au fur et à mesure avec de nouvelles questions. Contact : [generalvikariat@bistum-basel.ch](mailto:generalvikariat@bistum-basel.ch)

### 1. Vue d'ensemble

#### 1.1 Quelles sont les étapes pour traiter une annonce ?



### 2. Annonce/signalement

#### 2.1 Qu'est-ce qu'une annonce/un signalement ?

On parle d'annonce/de signalement pour toute prise de contact relative à une agression sexuelle présumée ou communiquant un soupçon d'éventuel abus sexuel. Les annonces peuvent être faites par la victime présumée, des personnes de confiance, des personnes ayant connaissance des faits, des témoins ou la personne mise en cause. On parle d'annonce même lorsque ni la victime présumée ni la personne mise en cause n'ont encore pu être identifiées. [La personne chargée de la coordination](#) (cf., ci-dessous, ch. 3) procède aux clarifications requises et lance les enquêtes correspondantes.

#### 2.2 Quel comportement adopter si des personnes concernées s'annoncent auprès de moi ? (cf. 2.4.)

Informez cette personne au début de l'entretien des conditions-cadres de celui-ci. Elle doit notamment être mise au courant que vous êtes tenu de transmettre l'annonce qui vous a été confiée à [la personne chargée de la coordination](#) dans le diocèse de Bâle.

Il faut également lui signaler que les évêques, le vicaire général, l'official, les vicaires épiscopaux, d'autres membres du conseil épiscopal dénoncent aux autorités de poursuite pénale tout acte punissable poursuivi d'office et visiblement non prescrit dont ils ont connaissance.

Laissez à la personne qui annonce le cas la liberté de vous dire ce qu'elle souhaite vous confier à ce moment. Ecoutez-la attentivement. Conseillez-lui de faire appel à un spécialiste si vous apprenez qu'elle n'a encore parlé avec aucun spécialiste de ce qui s'était passé.

### **2.3 Qui dois-je informer d'un signalement ?**

Si vous avez connaissance ou un soupçon fondé d'un abus sexuel, avisez immédiatement la personne qui signale le cas que vous avez l'obligation d'en informer [la personne chargée de la coordination](#) dans le diocèse de Bâle.

Si la personne concernée souhaite aussi contacter elle-même un-e répondant-e ou un-e consultant-e officiel-le du diocèse de Bâle, donnez-lui le dépliant « [Offres de conseil et de soutien pour des personnes concernées par des abus sexuels dans le diocèse de Bâle](#) ». Toutes les personnes qui y sont listées sont, comme vous-même, tenues de signaler le cas à la personne chargée de la coordination. La personne qui annonce le cas peut également s'adresser directement à la personne de coordination du diocèse de Bâle.

### **2.4 Qui doit faire une annonce ?**

Afin de pouvoir éclaircir des abus sexuels présumés, de les éviter à l'avenir et de pouvoir lancer les procédures indispensables, [la personne chargée de la coordination](#) ainsi que les instances étatiques et ecclésiales sont tributaires de leur signalement. Il est donc demandé à toute personne ayant connaissance d'une agression sexuelle présumée de la signaler à la personne chargée de la coordination qui est indépendante.

Les personnes au bénéfice d'une mission canonique ont l'obligation d'annoncer à la personne chargée de la coordination dans le diocèse de Bâle toute agression sexuelle présumée dont elles ont connaissance.

### **2.5 Que faire si la personne qui annonce le cas, dit au début de l'entretien qu'elle ne souhaite pas que la personne chargée de la coordination en soit informée ?**

Informez, au début de l'entretien, la personne qui annonce le cas des conditions cadres de l'entretien souhaité et de votre devoir de transmission à [la personne chargée de la coordination](#). Si la personne qui annonce le cas ne souhaite pas de signalement à la personne chargée de la coordination, vous devez mettre fin avec délicatesse à l'entretien et la renvoyer aux services étatiques d'aide aux victimes. Ceux-ci sont tenus au secret professionnel et ne transmettent des informations qu'avec l'accord de la personne concernée. La liste figure dans le dépliant « Offres de conseil et de soutien aux victimes en Suisse ».

### **2.6 Que se passe-t-il une fois que mon annonce a été faite à une personne au bénéfice d'une mission canonique, à un-e consultant-e ou à la personne chargée de la coordination ?**

Toute personne au bénéfice d'une mission canonique est tenue de relayer les signalements qui lui ont été faits à [la personne chargée de la coordination](#). Celle-ci recueille toutes les annonces d'abus sexuels présumés. Elle fait en sorte que l'agression sexuelle présumée soit clarifiée et que les enquêtes indispensables soient lancées aussi bien auprès des instances civiles qu'ecclésiales. Les procédures qui en découlent (procédure pénale civile, procédure canonique, mesures relevant du droit du personnel, indemnisation) sont ensuite menées et clôturées par des instances indépendantes (cf., ci-dessous, ch. 4).

## **3. Personne chargée de la coordination**

### **3.1 Existe-t-il dans le diocèse de Bâle un service indépendant de signalement en cas de soupçon d'abus sexuels dans l'Église ?**

Oui. Une avocate externe fonctionne, depuis 2017, comme [coordinatrice indépendante](#) et reçoit toutes les annonces d'abus sexuels présumés. Elle n'est tenue de suivre aucune instruction venant de dignitaires ecclésiastiques et travaille de manière complètement indépendante du diocèse.

### 3.2 Que fait la personne chargée de la coordination ?

Le coordinateur/la coordinatrice est le service officiel de signalement des abus sexuels dans le diocèse de Bâle. Il/elle reçoit l'annonce d'un abus sexuel présumé par des victimes, des personnes de confiance, des personnes ayant connaissance des faits, des témoins ou la personne mise en cause et est responsable de la clarification complète du cas d'abus sexuel présumé. Il/elle coordonne à cet effet les mesures pénales, les mesures en lien avec la gestion du personnel et les mesures canoniques. Le coordinateur/la coordinatrice veille à ce que les communications publiques soient assurées par les responsables de communication compétents. Afin de clarifier un cas, il/elle peut constituer une équipe d'intervention composée de personnes assumant des responsabilités et d'experts. Si le grief d'une infraction poursuivie d'office se précise, le coordinateur/la coordinatrice appelle l'ordinaire compétent (évêque, vicaire général, vicaire épiscopal) à déposer une plainte auprès du ministère public, indépendamment du consentement de la victime. Si la plainte n'est pas déposée dans un délai d'un mois, le coordinateur/la coordinatrice a l'obligation de déposer plainte lui/elle-même.

Si l'évêque est informé par le ministère public d'un abus sexuel présumé dont l'auteur serait une personne qu'il a nommée ou mandatée par mission canonique, il transfère le cas au coordinateur indépendant/à la coordinatrice indépendante. Celui-ci/Celle-ci indique aux autorités d'engagement les conséquences sur les rapports de travail ; il/elle veille à ce que l'évêque introduise une enquête canonique préliminaire et assure la coordination entre les différentes instances ecclésiales, de droit public ecclésiastique et étatiques impliquées ; il/elle veille à la coordination des communications publiques. La personne chargée de la coordination traite les annonces faisant état de soupçon d'abus sexuel selon une procédure standardisée, afin de rendre justice aux éventuelles victimes, de punir les abus sexuels présumés, de ne condamner personne à l'avance et de garantir une procédure objective et indépendante.

### 3.3 Quelle est la différence entre « consultant-e » et « coordinateur/coordinatrice » ?

Les consultant-es sont, de par leur fonction, p.ex., de travail social, médecin et thérapeutes, spécialisés en conseil professionnel en cas d'abus sexuel. Ils/Elles conseillent toutes les personnes qui, dans le contexte ecclésial, sont devenues des victimes, des personnes de confiance, des personnes au courant des faits, des témoins ou ont été mises en cause. Les consultant-es sont à disposition des personnes exerçant un ministère pastoral, des autorités d'engagement, des bénévoles et/ou des proches des personnes directement concernées. À la différence des centres étatiques de consultation pour l'aide aux victimes, les consultant-es connaissent les structures internes de l'Église. Ils/Elles peuvent, p.ex., aussi donner des informations sur les procédures canoniques. Les consultant-es sont mandaté-es par l'évêque mais exercent leur activité de consultation indépendamment des injonctions des responsables ecclésiastiques. Les consultant-es connaissent la honte ressentie par les victimes et savent qu'il en coûte aux personnes concernées de parler d'actes d'ordre sexuel. Ils/Elles essaient de clarifier leur situation avec les personnes concernées, de renforcer leurs capacités d'action et de les protéger. Ils/Elles conseillent les victimes sur les procédures appropriées ou qui s'imposent.

Ils/Elles recommandent de signaler le harcèlement ou les abus sexuels présumés à la coordinatrice/au coordinateur. Les consultant-es ont l'obligation d'annoncer tout soupçon d'infraction poursuivie d'office à la coordinatrice/au coordinateur, même contre la volonté de la personne qui les consulte. Les consultant-es ne sont pas tenu-es au secret professionnel. Les personnes qui cherchent conseil doivent en être informées au début de l'entretien. Les consultant-es servent en outre d'intermédiaires entre la personne qui les consulte et un soutien thérapeutique ou un-e agent-e pastoral-e et clarifient les questions financières. Leur travail s'achève avec le soutien de premier recours à la personne concernée et l'annonce à la personne chargée de la coordination.

En tant qu'avocate, la coordinatrice est spécialisée pour les questions juridiques relatives aux abus sexuels et elle constitue le service officiel indépendant du diocèse de Bâle pour l'annonce d'agressions sexuelles présumées. Elle coordonne la suite de la procédure et veille, notamment, à ce que les procédures juridiques soient correctement engagées (p.ex. la plainte pénale). Elle contrôle la clôture des procédures. La coordinatrice agit depuis l'extérieur et de manière indépendante sur les procédures et les structures de direction ecclésiales (cf., ci-dessus, ch. 3.2).

### **3.4 La personne chargée de la coordination et les consultant-es sont-ils tenus au secret professionnel ?**

[Le coordonnateur/La coordinatrice](#) et [les consultant-es](#) veillent à ce que les abus sexuels présumés soient totalement éclaircis et traités par les instances étatiques et ecclésiales, indépendamment de l'accord des personnes qui les dénoncent. Pour que cela puisse se faire, ces personnes ne sont pas tenues au secret professionnel. Cependant, seules seront informées, dans le cadre de cette clarification, les personnes qui ont besoin de connaître les événements et les victimes. C'est pourquoi, lorsque des personnes qui ont été témoins d'abus sexuels, des personnes de confiance, des victimes ou des personnes incriminées s'adressent à la personne chargée de la coordination ou à un consultant/une consultant du diocèse, elles doivent décliner leur identité et celles des personnes concernées.

## **4. Procédure**

### **4.1 Quelles sont les procédures engagées après un signalement ?**

Une fois que [la personne chargée de la coordination](#) a connaissance d'un cas, elle examine l'engagement des quatre procédures suivantes :

1. Procédure pénale civile : dépôt d'une plainte pénale auprès de la police ou du ministère public.
2. Procédure canonique : enquête préliminaire / procédure pénale canonique / annonce au Dicastère pour la doctrine de la foi.
3. Mesures relevant du droit du personnel : évêque : p.ex., retrait de la mission canonique et autorités d'engagement (en général la collectivité ecclésiastique cantonale [JU] ou la paroisse [BE]) : p.ex. résiliation du contrat de travail.
4. Proposition d'indemnisation : procédure pour obtenir une indemnisation.

La procédure pénale civile est menée par les autorités de poursuite pénale selon les dispositions de la procédure pénale suisse et du code pénal suisse. La personne chargée de la coordination invite l'évêque à déposer plainte pour autant que le délit poursuivi d'office ne soit visiblement pas prescrit et que la personne accusée soit vivante.

Parallèlement à la procédure pénale civile, des procédures canoniques sont engagées selon les dispositions du Codex Iuris Canonici. Elles sont comparables à des procédures disciplinaires telles qu'il en existe, par exemple, dans les universités ou dans des associations professionnelles qui peuvent, elles aussi, prononcer des sanctions contraignantes en complément au droit civil.

Si la personne mise en cause se trouve sous contrat de travail, la prise de mesures relevant du droit du personnel est également examinée avec l'autorité d'engagement.

Les victimes d'abus sexuels présumés qui sont prescrits et/ou dont l'auteur présumé est décédé ont le droit de déposer une demande de versement d'une indemnisation. La demande est déposée auprès de la personne chargée de la coordination qui procède aux clarifications nécessaires. Si les conditions d'une indemnisation sont remplies, une étude d'avocats externe indépendante établit le dossier qu'elle transmet ensuite à la « Commission d'indemnisation de la Conférence des évêques suisses ». Celle-ci prend la décision finale.

### **4.2 Y a-t-il une procédure pénale civile à côté de la procédure canonique ?**

Oui. Chaque cas d'abus sexuel dans le contexte ecclésial requiert l'examen de l'engagement aussi bien d'une procédure pénale civile qu'ecclésiale. Les ordinaires déposent plainte auprès des autorités de poursuite pénale en tout cas à chaque fois qu'ils ont connaissance d'une action punissable que le droit pénal poursuit d'office, que la personne mise en cause est en vie et que le délit n'est visiblement pas prescrit. Les deux procédures sont menées en parallèle par des instances différentes. La procédure pénale civile est l'affaire des autorités de poursuite pénale (ministère public), tandis que la procédure canonique dans le diocèse de Bâle relève de la compétence d'une étude d'avocats externe indépendante (cf., ci-dessus, ch. 4.1).

#### 4.3 Pourquoi mener des procédures canoniques ?

Des procédures canoniques s'ajoutent à la procédure pénale civile. Elles sont comparables à des procédures disciplinaires telles qu'il en existe, par exemple, dans les universités ou dans des associations professionnelles qui peuvent, elles aussi, prononcer des sanctions contraignantes en complément au droit civil (cf., ci-dessus, ch. 4.1).

Les procédures canoniques offrent plus de possibilités que les procédures pénales civiles :

- Il est possible de prononcer des sanctions que la procédure pénale civile ne peut pas prononcer (p.ex., renvoi de l'état clérical).
- Pour les abus sexuels, le droit canonique a une notion plus étendue de l'âge de la minorité ainsi qu'un délai nettement plus long de prescription que le droit pénal suisse. De plus, dans certaines circonstances, la prescription est totalement abolie.

#### 4.4 Qu'en est-il de la présomption d'innocence ?

La présomption d'innocence de la personne mise en cause prévaut par principe pour toute procédure jusqu'au jugement définitif d'un tribunal civil ou ecclésiastique. Un jugement hâtif pèse très lourd surtout en cas de délit sexuel présumé. En même temps, c'est un fait que des personnes victimes d'abus sexuel, parce qu'elles sont profondément blessées, hésitent souvent très longtemps avant d'envisager un signalement ou une plainte et qu'elles n'accusent personne à la légère. Les récits des victimes doivent donc être pris très au sérieux.

#### 4.5 Quand ai-je le droit de demander le versement d'une indemnité ?

Lorsque l'abus est prescrit ou/et que la personne mise en cause est décédée, les victimes ont le droit de demander une indemnisation. La demande est déposée auprès du coordinateur/de la coordinatrice indépendante qui procède aux clarifications nécessaires. Si les conditions d'une demande sont remplies, une étude d'avocats externe indépendante établit le dossier qu'elle transmet ensuite à la [« Commission d'indemnisation de la Conférence des évêques suisses »](#). Celle-ci prend la décision finale (cf., ci-dessus, ch. 4.1).

#### 4.6 Combien cela me coûte-t-il d'annoncer un cas ?

Les frais pour les consultant-e-s et la coordinatrice/le coordinateur sont pris en charge par la Fondation de l'ordinariat épiscopal. La consultation est donc gratuite pour toute personne qui y recourt.

### 5. Prévention et concept de protection

#### 5.1 Depuis quand l'Église catholique en Suisse approfondit-elle ces questions ?

La commission d'experts [« Abus sexuels dans le contexte ecclésial »](#) de la Conférence des évêques suisses approfondit depuis 2001 les questions d'abus sexuel dans le contexte ecclésial. Les premières directives relatives à la prévention et au traitement des signalements dans le domaine des abus sexuels, valables sur l'ensemble du territoire suisse, paraissent l'année suivante déjà.

Le diocèse de Bâle possède depuis 2009 une commission d'experts et des personnes de contact indépendantes pour les personnes concernées par un abus sexuel présumé. À la fin 2016 a été créé le [« fonds d'indemnisations aux victimes d'abus sexuels commis dans le contexte ecclésial et prescrits »](#) et les membres de la [« commission d'indemnisation »](#) ont été nommés. En 2017, le diocèse de Bâle a aussi mandaté [une avocate externe pour assurer la coordination](#) et recevoir les annonces des cas d'abus sexuel présumés. L'évêque a prononcé le 1<sup>er</sup> juillet 2020 l'entrée en vigueur du concept de protection [« Abus sexuel dans le contexte ecclésial : prévention et intervention »](#) du diocèse de Bâle.

En outre, les trois institutions ecclésiastiques nationales – CES, RKZ et KOVOS – ont pris en 2021 la décision commune de mener une étude pilote scientifique indépendante sur l'histoire des abus sexuels sur des mineurs et des adultes par des ecclésiastiques catholiques, des employés et des membres d'ordres religieux en Suisse

depuis les années 1950. Elles ont mandaté l'Université de Zurich pour cette étude. Celle-ci porte sur les structures qui ont rendu des abus sexuels possibles et ont empêché que ceux-ci soient révélés et punis. [Le rapport final de l'étude pilote d'une année](#) a été publié le 12 septembre 2023. Il a été également décidé, en juin 2023, de donner suite à cette recherche historique indépendante et de l'approfondir par un projet sur trois ans (2024-2026).

Le diocèse de Bâle a mandaté, à la mi-novembre 2023, une étude d'avocats indépendante pour procéder à des enquêtes canoniques préliminaires (de droit ecclésiastique) et à l'examen des demandes d'indemnisation. Ces procédures sont donc désormais menées en externe pour garantir une indépendance encore plus grande qu'aujourd'hui.

## **5.2 Que fait le diocèse pour la prévention ?**

Éviter les abus sexuels est une priorité absolue. Il existe, depuis 2004, des cours de prévention sur le sujet « Proximité et distance », qu'il est obligatoire de suivre dans tout le diocèse depuis 2016. Leur contenu évolue en permanence. Les séminaires traitent la question de la gestion du pouvoir, de l'asymétrie et de l'indépendance dans les relations professionnelles. Un thème important est l'aménagement des espaces de travail pour l'activité pastorale de telle manière que les victimes soient protégées et que les actes soient empêchés le plus possible.

Par ailleurs, les collaboratrices et collaborateurs pastoraux nommés ou avec une mission canonique, ainsi que les étudiantes et étudiants (théologie et CCRFE) du diocèse de Bâle sont tenus de présenter, avec leurs documents de postulation puis tous les trois ans, un extrait et un extrait spécial actuels du casier judiciaire suisse destiné à des particuliers. Il est recommandé aux directions des paroisses d'exiger également ces mêmes extraits de casiers des bénévoles exerçant une activité en lien avec des personnes vulnérables.

Il existe, depuis 2009, un groupe spécialisé dans le diocèse de Bâle, composé de répondantes et répondants indépendants pour les personnes concernées par une agression sexuelle présumée. De plus, le diocèse de Bâle a mandaté, en 2017, une avocate externe comme coordinatrice indépendante et service d'annonce des agressions sexuelles présumées. L'évêque a prononcé également l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2020 de la dernière version du concept de protection « [Abus sexuels en contexte ecclésial : prévention et intervention](#) » du diocèse de Bâle. La gestion professionnelle de la proximité et de la distance a été intégrée comme partie intégrante de la culture du vécu sur le lieu de travail.

## **5.3 Y a-t-il un code de comportement dans le diocèse de Bâle ?**

Non, pas en tant que tel. Le concept de protection du diocèse de Bâle couvre les aspects d'un code de comportement, y l'exigence d'un engagement personnel – et donne aussi la directive suivante : « Les équipes pastorales élaborent un code de comportement pour leur situation propre sous la direction de leurs supérieurs hiérarchiques pastoraux. Le chargé/ La chargée de la prévention leur apporte son aide. »

## **5.4 Quels sont les facteurs susceptibles d'amener à une agression sexuelle ?**

Dans le contexte ecclésial, un mauvais usage de l'autorité spirituelle peut préparer le terrain d'un abus sexuel. La confiance accordée à un agent pastoral/une agente pastorale est mise à profit d'abord pour établir des relations de dépendance. L'assujétissement qui en résulte rend possible une proximité inadéquate qui peut aller jusqu'à l'abus sexuel.

Un besoin irréflecti de l'agent pastoral/de l'agente pastorale de vouloir offrir à une personne consolation et soutien par sa proximité peut éveiller de fausses attentes et faire naître une dépendance chez la personne qui cherche conseil, car elle ne veut pas perdre la sympathie qu'elle ressent de la part de l'agent-e pastoral-e. Des circonstances particulières, p.ex. dans un camp de vacances ou lors d'une excursion, ou encore des situations de vie particulières comme un deuil profond, des pensées suicidaires ou des expériences de séparation peuvent, dans la relation pastorale toujours asymétrique, éveiller de fausses attentes, menant à une dépendance. Elles peuvent déclencher des actions spontanées incontrôlées et intrusives.

Responsable : vicariat général  
Première publication : 06.12.2023  
Dernière mise à jour : 06.12.2023